

témoignage

La vie en mouvement



aco

Bimestriel de l'Action Catholique Ouvrière • www.acofrance.fr • 6,60 €

n°597
Septembre
octobre
2020



Un logement décent pour tous

ISSN 0398-8503

Traverser le vide

« **O**n a enlevé
le Seigneur
de son tombeau,
et nous ne savons pas
où on l'a mis. » (Jn20,2)

La mort et le vide, c'est
Une confiance trahie
Une main fermée
Une exclusion
Une rupture
Une amitié brisée
La fragilité
quand on se croyait fort
La maladie
quand on se croyait
en pleine santé
L'épuisement
quand on s'imaginait
tout puissant

Le manque sous toutes ses formes
Manque de travail, manque de toit,
manque d'amis

Face au vide, que peut
signifier croire ?
Juste l'envie de vivre,
de faire émerger
du nouveau
Croire que la vie
peut surgir à nouveau,
sans en avoir la garantie
Croire que la vie
est possible autrement,
sans savoir comment
Croire que la vie
vaut la peine
Croire en de nouvelles
rencontres
Choisir la vie. ●

*D'après Elena Lasida,
Le goût de l'autre
(p. 40-41)*

Une rentrée pas comme les autres



Attendue avec impatience ou redoutée, la rentrée a sonné. Mais, cette année ne ressemblera à aucune autre.

La menace sanitaire, dans laquelle nous vivons depuis plusieurs mois, complique tout et maintient un climat anxiogène. Chacun vit physiquement distancé dans un quotidien masqué et avec des contacts réduits. Malgré l'anxiété diffuse, il nous faut rester dans la vie.

Vigilance et solidarité, tels sont les mots, à mon sens, essentiels dans ce temps de crise. Vigilance face à la Covid, vigilance face à la crise économique et sociale qui s'annonce, solidarité avec tous ceux qui souffrent dans leur dignité d'être humain.

Tout est fragilisé

On a beaucoup parlé du « monde d'après ». Qu'en est-il aujourd'hui ? Tous ceux qui ont été applaudis, tous nos « héros », comment vivent-ils, travaillent-ils aujourd'hui ? Toutes les « bonnes résolutions prises » notamment pour plus de sobriété dans nos consommations, de respect de la nature, d'attention à l'autre..., où en sont-elles ?

Le quasi-arrêt de l'économie pendant les trois mois de confinement et la reprise difficile après le déconfinement, annoncent une augmentation conséquente des chômeurs, des secteurs industriels ou de services en difficulté pour de nombreux mois, années, voire obligés de cesser toutes activités. Tout cela ne peut qu'aggraver les inégalités sociales. Des manifestations pour la défense de l'emploi se déroulent partout en France alors que se multiplient les restructurations et les plans sociaux (Bridgestone, Alinéa, Auchan...).

Et c'est toute l'économie mondiale qui est touchée dans les activités de production industrielle, la consommation, la politique budgétaire, par la dégradation du marché du travail... entraînant ainsi une récession économique dans bon nombre de pays.

La fraternité comme feuille de route

Et comme si cela ne suffisait pas, des régions de France et du monde subissent des cataclysmes, des inondations. C'est aussi dans ces moments-là où la solidarité, la fraternité se mettent en œuvre. Qui pour accueillir les sinistrés, qui pour aider à déblayer, qui pour proposer aux bénévoles à manger. Dans un reportage à la télé, on a vu une sinistrée dans le sud de la France offrir



du café avec son seul appareil encore en fonctionnement, retrouvé parmi les dégâts occasionnés par les pluies diluviennes !

C'est dans cet esprit de solidarité vécue pendant la pandémie, mais aussi dans une époque de graves crises économiques sociales, climatiques et politiques, que le Pape François, vient de signer à Assise une nouvelle encyclique, *Fratelli tutti*. Elle est consacrée à la « fraternité » et à « l'amitié sociale ». Une attention à la fraternité renforcée encore par la crise sanitaire, qui a révélé la fragilité des systèmes économiques et de gouvernance actuels, au détriment des plus pauvres.

Certes, il reste encore bien des incertitudes dans cette rentrée. Chacun l'abordera donc avec un mélange d'anxiété et d'optimisme. Tous, nous avons dit notre volonté de « ne plus faire comme avant ». Alors le « monde d'après », ce sera celui que nous déciderons de construire, peut-être plus pauvre en biens, mais plus riche en humanité et en fraternité. Espérons-le... et agissons dans ce sens ! ●

Murielle Bécél

■ Contact : formation@acofrance.fr

1^{er} octobre 2020

Réfléchir ensemble

- Comment vivons-nous cette rentrée si particulière au milieu d'une crise sanitaire, sociale et économique ?
- Quel regard de croyant portons-nous sur cette rentrée ?
- Comment cela renouvelle-t-il nos engagements ?

Au Brésil, un véritable génocide !

Au moment où je vous écris, le 16 juillet, la Covid-19 a déjà tué 76 000 personnes. Ce génocide n'est pas le résultat de l'indifférence du gouvernement Bolsonaro. C'est intentionnel. Bolsonaro se réjouit de la mort d'autrui... Le 8 juillet, il a barré les articles de la loi, pourtant approuvée par le Sénat, qui obligeaient le gouvernement à acheminer eau potable et matériel d'hygiène et propreté, réseaux d'internet et distribution de colis alimentaires, semences et outils agricoles, pourtant destinés aux villages indigènes. Il a aussi mis son veto aux aides d'urgence en faveur de la santé des communautés indigènes, mais également à l'accès des indigènes et quilombolas (communautés noires) à l'indemnité d'urgence de 600 reais (100 à 120 dollars) tous les trois mois. De plus, il a mis son veto à l'obligation faite au gouvernement d'offrir davantage de lits hospitaliers, de ventilateurs et d'appareils d'oxygénation sanguine aux peuples indigènes et quilombolas. Ces communautés ont été décimées par la croissante dévastation socio-environnementale, spécialement en Amazonie. S'il vous plait, faites connaître au maximum ce crime de lèse-humanité.

Frère Betto, dominicain et écrivain

La marche des sans papiers

À l'appel de 15 collectifs de sans-papiers, de la Marche des solidarités, des États généraux des migrations et de plus de 100 organisations, la marche des solidarités a commencé le 19 septembre dernier. Des centaines de personnes de toutes les villes ont marché pendant un mois pour rejoindre Paris le 17 octobre.



Des initiatives, des temps forts, des manifestations ont accompagné ces marches pour faire entendre le cri des sans-papiers qui réclament la régularisation de leur situation, la fermeture des centres de rétention, l'accès aux logements dignes pour les sans-abris. Plus d'infos sur marche-des-sans-papiers.org

L'accord UE-Mercosur contesté

Une coalition d'ONG, dont le CCFD-Terre solidaire appelle au rejet de l'accord UE-Mercosur qui définit les conditions dans lesquelles l'Union européenne et plusieurs pays d'Amérique Latine (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay) vont pouvoir établir des relations commerciales. Pour ces ONG, cet accord libéraliserait le commerce et porterait le risque de renforcer la déforestation, l'utilisation des pesticides (par la levée des droits de douane) ou encore menacerait des droits des populations locales. Cette mobilisation a été relayée et a connu un épisode positif au Parlement européen, puisqu'un amendement estimant que cet accord ne peut être signé en l'état (en raison de ses risques environnementaux) a été adopté. Plus d'informations sur ccfd-terresolidaire.org

L'Église d'Allemagne et le Vatican en désaccord

Un nouveau désaccord entre l'Église d'Allemagne et le Vatican s'est fait jour, au sujet de la communion entre catholiques et protestants. Un texte prônant « l'hospitalité eucharistique réciproque » entre catholiques et protestants, sur la base d'accords œcuméniques antérieurs avait été élaboré par la conférence des évêques d'Allemagne. Le président de la conférence a d'ailleurs annoncé que l'hospitalité sacramentelle mutuelle serait appliquée au 3^e Kirchentag œcuménique prévu à Francfort en 2021. Le texte a toutefois été rejeté par la Congrégation pour la doctrine de la foi, celle-ci y voyant une sous-estimation des désaccords théologiques et un risque de nouvelles fractures dans le dialogue œcuménique avec les églises orthodoxes. ●

Résilience

SEINE-ET-MARNE (77) Philippe est instituteur à Collégien. Il témoigne de son parcours et de l'importance de la présence des autres pour reprendre et garder confiance sur les chemins chaotiques.

Si je suis instituteur aujourd'hui, c'est tout simplement parce qu'un autre instituteur m'a donné le courage d'affronter mon échec scolaire.

Je me souviens qu'en prenant mon premier poste, il y a 35 ans déjà, j'ai eu la nausée quand je suis rentré dans cette classe qui sentait encore l'encre des encrriers disparus, le bois de l'estrade devenue imaginaire et les fenêtres par lesquelles mon regard s'évadait.

Heureusement, grâce à cet homme rigoureux, j'ai compris que l'échec n'est pas une fatalité mais le résultat d'un doute peu à peu rendu négatif. Cette conviction, je l'ai renforcée auprès d'un généreux aumônier qui savait éclairer la beauté de chacun et pardonner la noirceur toujours à l'affût du mauvais choix. J'aurais pu également devenir prêtre.

Du positif malgré tout

L'action de l'école a été tant de fois confrontée aux manques de volonté, voire aux populismes des politiques éducatives, que je me désespérais dans une spirale de dévalorisation des missions d'enseignant et de directeur : préserver, transmettre, créer les valeurs qui nous rassemblent pour mieux nous unir.

Mais cela était sans compter sur ce que ces deux hommes m'avaient appris à

voir dans l'école : la confiance en soi, essentielle pour croire en l'autre.

La pandémie du Covid, qui nous suspend au-dessus d'un vide vertigineux, m'a offert le temps de me réinterroger sur le sens de ma vie. Ce fléau m'a donné la chance renouvelée d'apprécier l'enthousiasme et l'empathie. Elle a permis à certains de se remettre debout, de retrouver du sens, de mettre en action nos valeurs et avancer pour un monde meilleur.

Ma mission a bien un sens positif. Celui de préserver, de transmettre et de créer les valeurs de fraternité, sans que la frustration ne se transforme en une haine destructrice à la recherche du bouc émissaire.

L'échec n'est pas une fatalité

Amener l'enfant à voir l'autre comme un autre lui-même puis se voir lui-même comme l'autre est, demande de construire ensemble une capacité de résilience de l'esprit afin d'extraire et de polir la quintessence de l'âme ou la raison universelle.

Je suis de nouveau convaincu qu'instruire, c'est d'abord transformer le doute du pouvoir en pouvoir du doute. L'échec n'est pas une fatalité, il n'y a pas de déterminisme, chacun peut être à tout moment l'artiste de sa vie à condition de ne pas avoir peur de douter de soi et de l'autre.

Un chemin semé d'embûches

Ce que j'ai appris avec ces deux enseignants de ma jeunesse, c'est qu'enseigner, c'est avant tout permettre aux élèves de se tromper pour se mettre



à la portée de leurs erreurs et de les mieux comprendre, avant d'amener l'enfant à une correction durable.

Cette démarche pédagogique n'est en rien dévalorisante si elle est accompagnée de bienveillance et surtout de bienfaisance. L'intelligence se mesure à la quantité d'incertitudes que l'on est capable de supporter. Comprenant ceci, élève, j'ai repris confiance en moi. Ce qui dévalorise l'homme, ce n'est pas le doute mais la certitude.

Mgr Albert Rouet se référant à l'apôtre Thomas déclare : « *Il n'est pas possible de chercher Dieu en suivant un chemin tranquille, progressif, sans être bousculé dans sa foi. Il faut apprendre à traverser le brouillard* ».

Voilà bien ce que j'ai appris à jamais de mon instituteur et de mon aumônier. ●

Philippe Lemaire

■ **Contact :** aurellemaire@wanadoo.fr

Ma mission a bien un sens positif

De la révision de vie à l'écriture d'une parole

BEAUVAIS (60) À peine la fin d'une période intense de rencontres, d'initiatives pour la campagne des élections municipales, et nous voilà confinés à la maison ou travaillant avec la crainte de contamination à la Covid-19. Après quelques semaines, le besoin s'est fait sentir de se retrouver en révision de vie, pas physiquement mais en visio. Nous étions 6 réunis, chacune et chacun devant son écran : Geneviève, secrétaire, Marie-Jo, employée de commerce, Gauthier, infirmier et diacre, Pascal, bénévole au Secours catholique, Annette et Didier, retraités.

A lors que nos vies étaient comme suspendues, nous avons ressenti le besoin de les relire. Dans ce moment particulier, nous voulions aussi rechercher ce qui pouvait nous décourager et, dans les choses négatives, trouver les signes d'espérance. L'Évangile et notre foi avaient-ils des choses à nous dire et pour quel agir ?

Des difficultés...

Nos partages ont mis en lumière des peurs, des manques, des inégalités... L'une a parlé des tensions au travail : manque de masques, protection des salariés, « les moins payés qui se retrouvent au front ». Un autre a évoqué la souffrance des familles lors des

inhumations, où les rituels religieux étaient profondément modifiés. La vie de famille a elle aussi été bousculée par le retour de grands enfants à la maison, le télétravail, la difficulté des leçons des enfants à la maison soit par manque de matériel informatique ou par décrochage scolaire, la peur de sortir des jeunes ados...

... Mais aussi des solidarités

Heureusement, des solidarités se sont organisées, entre voisins, par le biais d'associations. Cette période a été très riche dans l'attention portée à ceux qui sont isolés, éloignés, ou qui n'ont pas de moyens informatiques pour communiquer.

Aller vers eux, prendre de leurs nouvelles, c'était aussi vivre notre volonté



d'aller vers les personnes en situation de fragilité. Des chaînes d'appels se sont organisées pour rompre l'isolement et partager le vécu.

Le soutien aux associations a été plus que jamais important pour qu'elles puissent continuer leurs actions ici et dans le monde.

Un partage autour de la guérison de l'aveugle Bartimée (Mc 10,46-52) et de l'homélie du pape François lors du synode pour les jeunes nous a permis de découvrir l'importance d'entrer en dialogue. Jésus ne demandait-il pas à Bartimée : « Que veux-tu que je fasse pour toi ? » Et aujourd'hui aussi, François nous interpelle pour « être proche, être à l'écoute, porter Jésus vers les autres ».

Lors de ces rencontres, nous avons fait le constat d'une Église trop centrée sur elle-même et sur le risque d'une société qui redémarre comme avant, sans avoir entendu les cris de détresse et d'indignation. « Les soignants ne se sont-ils pas faits entendre depuis plusieurs années au sujet de la situation dans les hôpitaux, les Ehpad, sans réponse concrète ? »





P. Fouque

Des chemins s'ouvrent

Jésus nous dit : « Appelez ceux qui ont besoin d'être libérés ». Parfois ne sommes-nous pas de ceux qui font taire « les Bartimée », sommes-nous à l'écoute des plus fragiles ?

Jésus ne se lasse pas de nous provoquer « Offrez aux autres la confiance que j'ai placée en vous ! »

Alors, inventons demain !

Il faudra retenir que, dans cette crise, ce sont les « petits », les moins considérés dans notre société qui ont porté le pays. Cela montre la valeur du travail, ce qu'il apporte à notre société et la dignité qu'il faut y attacher.

L'ACO demande que les travailleurs soient reconnus, considérés, valorisés. Le monde de demain devra en tenir compte.

Les bénévoles des associations ont fourni un très gros travail pour venir en aide à ceux qui n'avaient pas de quoi se nourrir, se loger... Mais ces drames demeurent inacceptables, nous devons les combattre et les résoudre dans la durée.

Nous, chrétiens, en ACO, à travers ces témoignages de vie, nous voyons des chemins s'ouvrir, chemins d'amour, de fraternité. Nous sommes convaincus que le Christ entend, voit, aide celles et ceux qui crient. Il compte sur nous pour transformer la vie.

Devenir chrétien, c'est répondre à ces cris, trouver un avenir avec ceux qui crient. Un bel avenir ne peut pas se construire en divisant l'humanité. Un bel avenir ne peut pas se construire en opposant le consommateur et le travailleur...

Dans cette crise, nous avons inventé de nouvelles solidarités, nous avons favorisé de nouvelles priorités. Nous vous invitons à relire tout cela pour transformer nos vies au quotidien. ●

Après ces échanges, comment se taire ?

L'équipe a donc décidé d'exprimer une parole publique : parole originale de chrétiens engagés auprès des plus fragiles, mais aussi parole d'Église invitante à la relecture de cette période.

Le slogan de la rencontre nationale de 2018 « L'Espérance s'invite, inventons demain » a été le squelette de cette parole. Signée de toute l'équipe, marquant ainsi le collectif, elle a ensuite été envoyée par courriel aux responsables et membres des équipes du secteur. Ce n'est pas toujours évident de passer du rôle de membre d'un collectif syndical, politique, associatif où l'on apporte ce qu'on est, ses idées, sa disponibilité militante à celui qui propose une parole d'Église dévoilant ainsi un aspect différent de sa vie.

Le site de l'Église catholique dans l'Oise a partagé cette parole, signe de l'intégration de l'ACO dans l'Église diocésaine qui proposait, elle aussi, une relecture de cette période.

Une parole originale de chrétiens engagés

Ce texte a reçu un bon accueil des uns et des autres : « Bon texte qui relève bien les aspects mis en lumière à travers cette crise. Cela fait écho aux propositions du collectif, l'aspect spirituel en moins. » accompagné de cette citation « Il y a autant de gloire (il est aussi beau) à peler des patates pour

l'amour du bon Dieu, que

de bâtir des cathédrales »

(G. De Larigaudie, Routier de légende) ;

« Belle manière de montrer que l'ACO

a encore un message à dire dans le monde actuel.

Bravo ! » ;

« C'est chouette,

l'ACO me manque. C'est

important que l'ACO s'exprime, je vais envoyer la déclaration aux copines, ça redynamise ».

Depuis, l'été est venu. Nous sommes heureux d'avoir pu vivre et dire ensemble la richesse de la relecture, nourrie de la Parole et de l'interpellation de Jésus dans nos vies. ●

Comité de secteur de Beauvais

■ **Contact :**

pascal.fouque60@gmail.com

Extraits de la parole du comité de secteur de Beauvais

Servir et témoigner

Paul est envoyé pour persécuter les chrétiens. Il est sur la route de Damas pour les arrêter. Cette route est celle de ses convictions. C'est là que Jésus l'interpelle et qu'il se fait connaître : « *Pourquoi me persécuter ? Je suis Jésus, c'est moi que tu persécutes.* » Dans le même mouvement, il lui fixe ce qui sera désormais sa mission : « *Je t'ai destiné à être serviteur et témoin.* »

Ce texte nous renvoie à toutes les persécutions d'aujourd'hui, aux femmes et aux hommes poursuivis pour leurs convictions religieuses, politiques et sociales, pour leur combat pour les droits de l'homme. C'est au cœur de toute cette vie que Jésus, par son Esprit, vient à notre rencontre, qu'il fait de nous ses disciples, qu'il nous envoie et nous invite comme Paul à être serviteurs et témoins, à nous convertir.

Paul finit par se laisser saisir par celui qu'il a persécuté.

Jésus montre un nouveau chemin à Paul. Pour cela il lui faut être libéré de tout esclavage. Il le met alors à part pour mieux l'envoyer en mission

Paul intègre un peuple déjà existant, il devient serviteur avec d'autres

Je me rendais un jour à Damas avec pleins pouvoirs et mandat spécial des grands prêtres. J'étais en chemin, ô roi, lorsque vers midi je vis venir du ciel, plus resplendissante que le soleil, une lumière qui m'enveloppa de son éclat ainsi que mes compagnons de route. Nous sommes tous tombés à terre, et j'entendis une voix me dire en langue hébraïque : « *Saül, Saül, pourquoi me persécuter ? Il t'est dur de te rebiffer contre l'aiguillon !* » Je répondis : « *Qui es-tu, Seigneur ?* » Le Seigneur reprit : « *Je suis Jésus, c'est moi que tu persécutes. Mais relève-toi, debout sur tes pieds ! Voici pourquoi en effet je te suis apparu : je t'ai destiné à être serviteur et témoin de la vision où tu viens de me voir, ainsi que des visions où je t'apparaîtrai encore. Je te délivre déjà du peuple et des nations païennes vers qui je t'envoie pour leur ouvrir les yeux, les détourner des ténèbres vers la lumière, du pouvoir de Satan vers Dieu, afin qu'ils reçoivent, par la foi en moi, le pardon des péchés et une part d'héritage avec ceux qui ont été sanctifiés.* »

(Actes 26, 12-18)

Saül ou Paul. Saül est un nom juif, Paul un nom romain. A l'époque il est habituel d'avoir plusieurs prénoms

Comprendre ensemble

- A quelle conversion Paul est-il appelé ?
- Quels aspects nouveaux apparaissent dans les autres passages relatant la conversion de Paul (Actes 9, 1-23 et actes 22, 1-21) ?



Éveilleurs d'espérance

« La rencontre du Christ, la volonté de le suivre, l'obligation de conversion qui en découle, nous donnent un regard toujours neuf, toujours accueillant, toujours moderne sur la vie et sur le monde, et toujours optimiste malgré le tragique de l'existence...

Aujourd'hui encore cette rencontre et cet appel à la liberté retentissent en moi comme au premier jour. Oui, c'est d'abord et avant tout à une aventure personnelle que j'ai été convié, qui a le goût du risque, de l'effort, de la maîtrise et du dépassement de soi, du consentement à l'amour...

Suivre Jésus-Christ, c'est prendre définitivement le parti des pauvres, sans

regarder en arrière, de peur d'être impropre au Royaume de Dieu (Luc 9, 62). Suivre Jésus-Christ, c'est accepter d'être " *pêcheur d'hommes* " et fondateur de rassemblements communautaires d'Église.

Dit ainsi, tout paraît simple. Mais la complexité de la vie remet en cause constamment une progression apparemment linéaire... Je suis tenu à garder les yeux ouverts, informé sur tous les niveaux de relations sociales, économiques, politiques. " *La lampe du corps, c'est l'œil. Si ton œil est sain, ton corps sera dans la lumière.* " (Mt 6, 22)... " *Fils de l'homme, je fais de toi un guetteur.* " (Ez 33, 7) » ●

Daniel Angleraud, La passion rebelle (Éditions de l'Atelier)

Prière

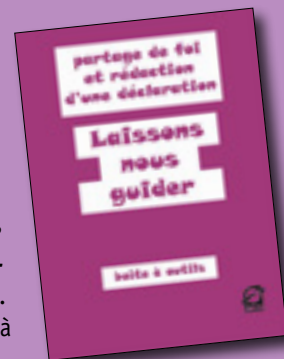
Seigneur il y a dans ma vie des jours et des nuits. Il y a les jours où ta parole me conduit, même si je ne m'en rends pas forcément compte. Cette parole m'a façonnée grâce à de multiples rencontres, d'hommes, de femmes ordinaires qui se sont eux aussi laissés façonner par elle et qui par leur vie, leurs témoignages ont transmis ton message. Il y a les nuits où je n'entends plus, où je ne sais plus, submergée par les tensions, les échecs, la lassitude, l'actualité oppressante, les conflits, l'envie de tout lâcher. Tu ne dis pas que le chemin est facile, mais ta parole nous parle d'espérance. Alors, donne-moi de toujours retrouver ta lumière dans le partage de nos révisions de vie, dans le silence et la prière, dans la vérité avec moi-même. Donne-moi aussi le courage de toujours en témoigner par mes actes. Donne-moi la force de toujours remettre ma vie à l'endroit. Donne-moi l'audace de proclamer que ton chemin est chemin de résurrection. ●

Un chemin de conversion

Dans la conversion, à l'image de celle de Paul, dans la rencontre véritable du Christ, il y a toujours un « avant » et un « après ».

En effet, pour servir il nous faut sortir de nos aveuglements, de nos enfermements. Il s'agit de rechercher le sens de ce que nous vivons, de nous laisser conduire et convertir par la Parole de Dieu. Nous sommes appelés à être témoins dans la société et dans l'Église, jusqu'à faire découvrir la foi au Christ en partageant ce qui nous anime.

Alors osons dire dans les partages, les déclarations, les célébrations... comment la rencontre avec Dieu transforme nos vies. Permettons aussi à ceux et celles qui attendent des paroles d'espoir de découvrir Dieu qui les aime. L'ACO a à disposition un bel outil pour nous y aider : la plaquette « *Partage de foi et rédaction d'une déclaration - laissons-nous guider* ». N'hésitons pas à l'utiliser. ●



Pages réalisées par
Louis Dussert Peydabay,
Jean-Louis Lapert, Yvain Riboulet,
Danièle Vanelstande, Caterina Voirin

597

témoignage

Réfléchir ensemble

- Quelles interpellations, quels revirements ai-je vécus dans ma vie de femme, d'homme, de croyant en Jésus-Christ ?
- De quelles transformations, de quels appels à plus de solidarité, de fraternité, sommes-nous témoins ? Quelle relecture en faisons-nous dans nos équipes de révision de vie ?

Parler librement et fortement avec d'autres !

Comme bien d'autres membres, et qu'ils en soient remerciés, Chantal et Hervé soutiennent financièrement le mouvement. Nous vous livrons leur billet d'humeur.

Nous ne sommes pas surpris que l'ACO rencontre des difficultés financières (et à notre avis pas seulement financières) pour des causes tant laïques que religieuses.

Au niveau laïc, il nous appartient d'agir avec d'autres pour, comme on le disait autrefois, « un changement de société » pour beaucoup plus d'égalité et de fraternité : pas de paix sans justice, pas de fraternité sans égalité.

Quant aux causes religieuses, il nous appartient, là aussi de donner notre avis, d'apporter plus clairement notre soutien au pape François dans ses prises de position sociales et écologiques et de dénoncer, tout aussi clairement, tous les blocages (voire sabotages) dans les étages intermédiaires de l'institution Église. Ainsi, en France, la Conférence des évêques, sous prétexte d'unité, n'accepte pas que soient entendus les points de vue critiques en désaccord avec son conservatisme. Pas plus que les progressistes n'ont voix au chapitre. Que l'ACO parle librement et fortement avec d'autres !

Bref, qu'il s'agisse de la société ou de l'institution Église, de grands changements s'imposent. Avec nos modestes moyens, n'hésitons pas à « secouer le cocotier » pour recueillir des fruits pour la classe ouvrière, le monde populaire, bref, les petits, en fidélité à l'Évangile. À bon entendeur... bon courage ensemble ! ●

Chantal et Hervé Brionne

■ **Contact :** h.c.b@free.fr

Un militant fidèle et attentif

LOZÈRE (48) Bernard, né en 1940 en Lozère, a passé un an à l'école nationale EDF, puis a occupé divers postes dans le Gard, comme agent technique et chef de groupe. Marié en 1965, il a 3 enfants et de nombreux petits-enfants. Syndicaliste CGT, délégué du personnel, il devient membre de la mutuelle de l'EDF. Son appartenance active à la CGT ne l'empêche pas d'être sensible à d'autres systèmes de pensée, s'ils font priorité à l'humain.

Durant son séjour à l'école EDF, il entre en JOC, ce qui le conduit à l'ACO. Il est depuis longtemps responsable d'équipe, responsable de secteur, ayant succédé à Michel D., et a soutenu l'extension du Comité diocésain au secteur d'Alès. De sa formation de jociste, il a gardé l'importance du carnet de militant, reconnaissant la difficulté d'y être fidèle, tout en soulignant qu'il permet une écoute attentive : « *Si on ne note pas, on perd beaucoup de choses.* »

Branché sur la vie

Militant fidèle à la vie ouvrière locale, il favorise des rencontres et des partages. Bien que ne se voulant pas esclave du téléphone portable, il reste très « branché » sur la vie et ne manque pas de faire circuler l'information par mail,



parfait relais entre le national, la région et la base.

À la retraite, il reste en contact avec les retraités EDF, participe à toutes les manifestations, attentif aux événements de la vie sociale. Il est particulièrement à l'écoute des plus fragiles de son entourage, jusqu'à des visites régulières à des patients en Ehpad. Il est membre

d'une association de bénévoles, L'Olivier, destinée à l'accueil des familles de prisonniers en attente de parler.

Soucieux du respect de la Création, notre « *Maison commune* », fidèle aux injonctions du pape, il fait de l'écologie une règle personnelle de vie. Jusqu'à quand assumer ses responsabilités ? Il n'a de cesse d'évoquer l'avenir en vue du renouvellement. Il croit fermement que « *tout ce qui a été semé portera du fruit.* » ●

Comité de secteur de Nîmes

■ **Contact :**
bernard.dupart30@orange.fr

Le mécontentement

Le philosophe Fred Poché vient de publier *Le mécontentement*. Nous l'avons interrogé sur son ouvrage.

« Une profonde insatisfaction traverse tant le niveau social que sociétal. Les acteurs sociaux s'y affrontent sans avoir les outils adéquats. Une crise globale de confiance atteint non seulement le politique mais aussi toute relation humaine. Les caméras de surveillance et le désir de les déployer n'en sont qu'un symptôme.

Depuis quelques décennies notre rapport à l'Histoire a changé. Pendant très longtemps, nous pensions qu'elle était porteuse d'une promesse. Le mouvement ouvrier et les mouvements comme l'ACO, la JOC s'inscrivaient dans cette logique de progrès et de confiance en l'avenir. Or, sur fond de crise écologique, on ne peut plus penser que demain sera mieux qu'aujourd'hui. A l'heure du défi climatique, nous avons dix ans pour sauver la planète !

Une identité en évolution

C'est aussi notre rapport à l'identité qui a profondément évolué. Si récemment encore, la société se pensait en classes sociales, comptent tout autant pour nos concitoyens : l'identité culturelle – les "mémoires blessées" de la colonisation –, le genre, l'orientation sexuelle... Lors des campagnes électorales les discours tendent à glisser du problème de la redistribution économique à celui de la reconnaissance. Même si le mouvement des "gilets

jaunes" a remis au centre la question sociale, les querelles au niveau de l'identité tendent à s'imposer et à être récupérées par l'extrême droite.

Enfin, la mondialisation ne cesse de transformer nos sociétés. Nous sommes hyperconnectés. Nous vivons les événements en temps réel. La numérisation survalorise l'instant, elle écrase les médiations. Détaché du progrès social, le progrès technique impose son rythme : remplacement de certains métiers, développement des robots, arrivée de la 5G... Ces évolutions provoquent de légitimes inquiétudes.

Dans le même temps, les corrélations entre territoire, identité, sentiment d'appartenance commune et politique se recomposent. Avec nos smartphones, nous segmentons notre concentration en permanence. Non seulement ce phénomène atteint notre capacité d'attention, mais il altère notre rapport au social, à la civilité.

La numérisation survalorise l'instant

smartphones, nous segmentons notre concentration en permanence. Non seulement ce phénomène atteint notre capacité d'attention, mais il altère notre rapport au social, à la civilité.

Continuer à agir

Le citoyen ne sait plus comment s'organiser avec d'autres pour agir. Le vocabulaire choisi le signifie. Hier, pour décrire la réalité sociale, on parlait en termes d'"exploités", d'"exploiteurs", d'"opprimés", d'"opresseurs". Les différentes formes d'injustice étaient vécues à un niveau collectif. Les modes d'organisation et les luttes ciblaient des responsables, clairement identifiés.

Aujourd'hui, les problèmes sont perçus plus individuellement. Au vocabulaire de "classes", on substitue le récit d'expériences personnelles (harcèlement, burn-out, stress). "Vulnérabilité" devient un englobant



commode. Nous risquons de perdre le sens du politique.

Fort heureusement des formes nouvelles de solidarité et de résistance s'élaborent. Face au mécontentement contemporain, il nous faut alors creuser la question des ressources pour continuer à agir. C'est le dernier chapitre de mon bouquin. » ●

*Propos recueillis par
Sylvain Knittel*

Vous pouvez trouver l'ouvrage de Fred Poché aux Editions Chronique Sociale, 240 pages, 12,90€

À lire

Les 10 commencements du jour d'après

La Covid-19 a bousculé nos vies : confinement, télétravail, chômage partiel, travail malgré tout mais également solidarité, fraternité au quotidien... Un temps de recentrement et de réflexion pour beaucoup, se demandant quel est l'essentiel. Cette expérience aura-t-elle permis d'envisager l'avenir autrement ? Pierre Dharréville, député, membre de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale propose dix enseignements à approfondir pour construire l'avenir. Dix points cardinaux pour réorienter les choix politiques vers l'essentiel : l'humain et la planète d'abord.

Un livre de Pierre Dharréville, juillet 2020, 48 p. numériques, à télécharger gratuitement sur le site www.editions-arcane17.net



D'un monde à l'autre

Livre commun de Nicolas Hulot, ancien ministre, et Frédéric Lenoir, philosophe et sociologue. Le pragmatisme de Nicolas et la réflexion philosophique de Frédéric se rencontrent et débattent dans cet ouvrage. Ensemble ils viennent nous faire croire qu'un autre monde est possible, fondé « sur l'humilité, la sobriété et le partage ». Un monde « où les joies profondes seraient plus désirées que les plaisirs éphémères ». Nicolas Hulot et Frédéric Lenoir se présentent comme des « gêneurs » pour qui le défi écologique impose de penser autrement et de réviser « toutes nos habitudes et nos modes de vie ». Un livre qui vient nous poser la question du progrès pour l'humanité.

Ed. Fayard, septembre 2020, 360 p., 21,50€



Tito et les oiseaux

Alors qu'une étrange épidémie se répand à São Paulo, un homme d'affaire joue sur les peurs pour vendre son projet de quartier hautement sécurisé. Cette maladie qui change en pierre ceux qui ont peur semble ne plus pouvoir être contrôlée, dans une société où médias et politiques attisent les craintes sur fond de divisions sociales. Tito, un gamin de 10 ans, et ses deux amis, tentent de trouver le remède grâce à une machine qui permet de comprendre le langage des oiseaux. Ce film d'animation brésilien sorti récemment en DVD est particulièrement d'actualité pour parler des peurs qui rongent nos sociétés et découvrir que le seul remède c'est la solidarité. Notons que l'équipe du film a développé le jeu « Le téléphone anti-fake-news » à retrouver sur le site www.titoetlesoiseaux.fr

Un DVD à partir de 8 ans

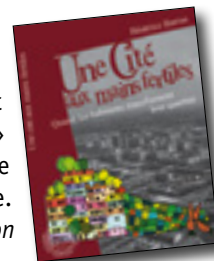


Une cité aux mains fertiles

Quand les habitants transforment leur quartier

L'ouvrage met en avant la force de l'action participative. « Pour y arriver, il faut le faire ensemble ! ». Aux Fontbarlettes, à Valence (Drôme), une coopérative permet aux habitants de cette « zone sensible » de faire renaître un cadre de vie digne, une vie de quartier épanouissante et solidaire. « Coopérer, participer, partager : c'est bon pour la santé (des quartiers) ! »

Un livre de Béatrice Barras, Éd. Repas, 2019, 164 p., 17 €

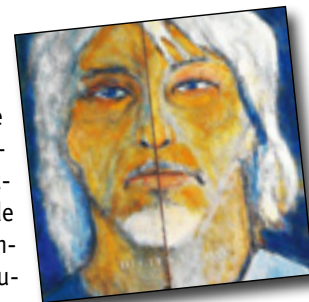


À écouter

Autoportrait

Le nouvel album du chanteur des sixties vient nous faire revivre l'ambiance des interminables veillées feux de camps de notre jeunesse. Sur des airs traditionnels de country aux arrangements contemporains, Hugues reprend en musique quelques légendes des pionniers qui ont tracé la route du « rêve américain ». Mais c'est aussi l'injustice et le racisme de cette époque que dénonce ce nouvel album. La poésie n'a pas pris une ride, elle nous offre 12 titres dont 4 reprises inoubliables. Nouvel album indispensable pour ceux qui aiment fredonner la nostalgie et l'espoir sur des accords de guitare. ●

Un CD de Hugues Aufray, 16€



Un logement décent pour tous

De plus en plus de personnes dorment dans la rue, dans leur voiture... D'autres dans des habitations délabrées, coûteuses, indignes... Cela s'accroît avec les crises sanitaire et sociale qui affectent lourdement les plus précaires, mais aussi les personnes en activité professionnelle. Trouver un logement décent et qui entre dans le budget familial est une question centrale pour nombre de foyers.

Le logement social est une solution à la question globale du logement décent pour tous et donc une réponse au maillage social contre l'isolement, le repli sur soi, la perte du pouvoir d'agir, la dignité bafouée. Car « *la possession d'un logement est très étroitement liée à la dignité des personnes et au développement des familles* » insiste le pape François. Le logement impacte toute la vie (santé, éducation, liens sociaux...). Il est la première étape pour construire sa vie.

Le mal-logement n'est pas une fatalité. Face à la verticalité de la politique gouvernementale, l'horizontalité locale est nécessaire. Les collectivités locales même engagées dans une politique de rénovation ou de construction de logements se voient souvent dépourvues de moyens. Poursuivons nos engagements dans les associations, les amicales de locataires de différentes confédérations et dans les offices HLM, ainsi que nous y invitait la motion proposée lors de la Rencontre nationale 2018. ●



Dossier coordonné par Catherine Baudier

Agir pour un logement décent

DAL (Droit au logement) est une fédération d'associations de défense et de mobilisation des mal-logé.e.s, des sans-logis et des locataires. Elle est née d'une série de mobilisations commencées en 1986, après une vague d'incendies criminels survenus dans le 20^e arrondissement de Paris, soumis alors à une vague de spéculations immobilières et aux assauts de l'extrême-droite.

DAL met en place différentes formes d'actions collectives, visant à faire valoir le droit à être logé décentement, dans un logement stable, accessible financièrement, et adapté à la situation de chacun.e. Une charte unit les mouvements adhérents sur les objectifs, les formes d'actions non violentes ainsi que l'indépendance financière, politique et religieuse, à laquelle DAL est très attaché.

Action de terrain et action législative

Véritable syndicat du logement, sa force réside dans la mobilisation de ses adhérents, pour obtenir un logement décent. En 30 années d'existence, les comités DAL ont organisé d'innombrables actions collectives et obtenu des dizaines de milliers de relogements. C'est pourquoi des générations de militant.e.s et de mal logés et sans

logis relogés se succèdent et se renouvellent sans cesse au DAL.

En parallèle, ils agissent pour l'amélioration des lois et des politiques du logement : de nombreuses avancées législatives ont été obtenues. Par exemple le droit au relogement des habitants de logements indignes, l'obligation de réaliser 25 % de logements sociaux dans chaque commune, l'application de la loi de réquisition dans les années 90, la loi SRU, moins d'injustice dans les attributions de HLM, le respect de la loi DALO, le droit à l'hébergement normalement jusqu'au relogement, un début d'encadrement des loyers...

Une crise ignorée

La spéculation et le logement cher gagnent du terrain, nourrissant et aggravant la crise du logement. Le logement social est menacé de marchandisation, tandis que l'APL baisse d'année en année. C'est pourquoi DAL s'investit dans la défense des locataires HLM.

Il faut aussi s'opposer au processus d'épuration

sociale des quartiers populaires par le marché immobilier, que des politiques publiques d'urbanisme renforcent.

Mais pour l'instant, les luttes du logement ne sont pas prises au sérieux. Pourtant, il constitue le poste de dépenses le plus important des ménages (fréquemment 50 % des revenus modestes). Il est certain que si les locataires, notamment jeunes, se mobilisaient,

comme l'ont fait les locataires de Berlin en 2019, contre la cherté des loyers, on progresserait plus rapidement.

C'est la raison pour laquelle DAL demande aussi que soient taxés les profits spéculatifs, que les loyers soient baissés, et participe à la première mobilisation européenne en tant que membre de la Coalition européenne pour le droit au logement et à la ville.

Avec les plus démunis

DAL prend aussi sa part dans le combat pour une planète vivable, pour ceux que les classes dominantes n'hésiteront pas à éliminer pour assurer leur mode de vie : les « sans », les derniers de cordée, les premiers de corvée...

Il est nécessaire de s'engager dans ces combats qui permettent aux classes populaires de relever la tête, de combattre les divisions alimentées à dessein, et d'établir un nouveau rapport de force social.

Le combat pour le droit au logement en est un, concret, qui apporte chaque jour son lot de réussites, de victoires et d'espoirs. ●

Jean-Baptiste Eyraud

■ **Contact :** sec@droitaulogement.org

Les luttes du logement ne sont pas prises au sérieux



Dignité et précarité énergétique

Franck Billeau, fondateur et responsable de Réseau Éco Habitat témoigne de son parcours, des fondements et des enjeux de la lutte contre la précarité néergétique.

Après 15 années passées au Secours Catholique (SC), je prends conscience en 2014, qu'une nouvelle forme de précarité plonge des familles dans le désarroi : la précarité énergétique. En effet, 25 % des aides financières du SC en région Hauts-de-France sont consacrées au paiement des factures d'énergie.

Mais je constate aussi que des dispositifs publics et privés pour encourager les ménages à faire des travaux d'amélioration énergétique, ce n'est pas ce qui manque. En creusant un peu, je me rends à l'évidence que les familles en très grande précarité, pré-occupées par le quotidien ou les factures de la fin du mois, ignorent tout des dispositifs financiers qui leur sont destinés pour améliorer le confort de leur habitation, et faire des économies.

« Agir sur les causes de la pauvreté »

C'est ainsi que démarre l'aventure de réseau Eco Habitat, association loi 1901. Avec l'appui du réseau de bénévoles du SC, nous proposons à des familles de les accompagner dans « un projet de vie », celui de transformer leur habitation souvent considérée comme indécente ou insalubre, en maison où

elles pourront retrouver un peu de chaleur, de confort, tout en soulageant leur budget.

Pour cela, nous faisons le lien avec tous les dispositifs, publics ou privés, qui permettent d'obtenir jusqu'à 90 % de subventions. Nous organisons en parallèle la mise en relation avec des entreprises rigoureuses que nous sélectionnons et avec lesquelles nous saurons dialoguer pour adapter les solutions techniques, en fonction des financements recherchés. Par ailleurs,

nous privilégions des entreprises qui utiliseront des matériaux bio-sourcés, pour obtenir la meilleure qualité d'isolation, et contribuer au respect de l'environnement.

Notre action s'inscrit dans l'espérance chrétienne

« Quand on n'a pas d'argent, on ne croit pas à la possibilité de faire des travaux d'isolation »

Pour la plupart des familles en situation de précarité accompagnées par le SC, il est inconcevable de penser agir pour la préservation de la planète : « *Quand on n'a pas d'argent pour boucler la fin du mois, on ne pense pas refaire l'isolation écologique de sa maison pour contribuer à la baisse du réchauffement climatique* ».

Un an après la création de réseau Eco Habitat, en découvrant l'encyclique Laudato Si, je prends conscience que notre action, si petite soit-elle sur le terrain, s'inscrit complètement dans l'espérance chrétienne mise en lumière par François : « *Joint à l'importance des petits gestes quotidiens, l'amour*



Avant... Après !



social nous pousse à penser aux grandes stratégies à même d'arrêter efficacement la dégradation de l'environnement et d'encourager une culture de protection qui imprègne toute la société. »

Autrement dit, en organisant des relations d'inter-solidarités de proximité avec les personnes en difficulté, pour les aider à réaliser des travaux, et grâce à des relations bienveillantes, fraternelles, qui associent les pouvoirs publics, les entreprises du bâtiment, les associations caritatives etc. nous contribuons à construire collectivement la « maison commune ».

Les rapports entre nos organisations s'en trouvent profondément transformés, et ils nous permettent d'agir plus efficacement en confiance pour faire reculer la précarité énergétique, tout en contribuant à plus de justice sociale, économique, et environnementale. ●

Franck Billeau

■ **Contact :**
franck.billeau@reseau-ecohabitat.fr

Un toit d'abord

La Fondation Abbé Pierre a mis en œuvre dès sa création (1992) le soutien au développement d'actions auprès des personnes mal logées et les plus précaires. En moyenne ce sont 900 projets soutenus par an dans l'hexagone, l'île de la Réunion et à l'international qui traitent de la lutte contre l'exclusion et le mal logement. Les thématiques soutenues vont de l'accueil des personnes en situation d'errance à la production d'une offre nouvelle de logement adapté pour les personnes sans domicile ou de logements familiaux, la lutte contre les bidonvilles et la possibilité de développer des actions dans les quartiers populaires.

Le mal logement et la précarité invisibilisent les situations des personnes les plus pauvres. Celles-ci passent au travers des mailles du filet de la solidarité nationale et de ce que met en place la puissance publique. Il est très difficile de déceler l'habitat indigne de l'extérieur bien que cela génère des dommages très importants pour les personnes, les familles. Il s'agit également de rendre visibles ces situations socialement, socialement oubliées et de permettre aux plus démunis de reprendre pouvoir sur leur vie.

Des choix politiques

La Fondation travaille en lien direct avec des municipalités, des

Pierre Faure



associations pour la production d'une offre nouvelle de logement appuyée sur l'existant, notamment des logements vacants.

Pour les zones tendues, c'est un choix politique primordial mais qui ne dépend pas que de la volonté municipale. Cette offre nouvelle est de moins en moins bien dotée du côté des subventions publiques et de l'État notamment.

Ainsi, le prix de sortie du logement est trop élevé et favorise un loyer qui pèse sur le reste pour vivre des familles, y compris pour des logements très sociaux. L'inégalité des situations territoriales, des leviers et des moyens fait que certaines municipalités sont plus actives que d'autres qui, malgré leur volonté, peuvent avoir des difficultés à développer une offre nouvelle.

C'est aussi une question de choix et de priorité. Malgré l'impact durable, physique, psychique, social sur les personnes, le logement semble être un problème réglé pour beaucoup dans

cette société. Nous devons mobiliser pour que le regard porté sur le logement soit un regard de proactivité et de résolution définitive de cette problématique.

Il est d'autre part impératif de traiter dans le même temps et avec la même intensité, les politiques publiques de santé, d'éducation, de parentalité, d'employabilité (25 % des personnes à la

rue travaillent en 2012), d'amélioration de l'aide sociale à l'enfance, et bien sûr du logement.

Le logement est le point de départ du projet de vie

Favoriser le lien social, le dialogue

La précarité, l'exclusion favorisent le repli sur soi. Les personnes contraintes de vivre dans un logement indigne peuvent évoquer la honte notamment pour les enfants qui ne peuvent pas inviter des copains chez eux, ne peuvent pas faire leurs devoirs dans des conditions adaptées... et cette honte, quand

on sort de chez soi, elle ne disparaît pas, on l'emmène avec soi. Nous devons favoriser le lien social.

À contrario, les personnes qui ont retrouvé un logement digne évoquent la puissance de la possibilité « d'être » que cela redonne, de l'apaisement que cela favorise et la possibilité d'avoir le sentiment d'être comme les autres, en sécurité.

Aller vers les personnes, c'est les considérer comme des individus à part entière, intéressants, riches, qui ont besoin que nous soyons présents pour maintenir le dialogue qui est primordial pour sortir des difficultés. Nous travaillons avec les associations sur l'évolution des pratiques du travail social, pour créer des espaces où les personnes ne viennent plus au guichet mais construisent leur projet de vie par le levier d'un dialogue permanent.

Le logement ne se mérite pas, c'est un droit

La Fondation a contribué avec l'ensemble des acteurs auprès de la puissance publique à faire que le logement devienne accessible à tous et non qu'il vienne au terme d'un parcours qui ferait que le logement se mériterait.

Il faut d'abord un logement décent pour accompagner la résolution des problématiques sociales et pour atténuer ce que le mal-logement ou l'errance peuvent initier dans des parcours de vie comme difficultés durables pour les personnes.

Le logement est la pierre angulaire, le point de départ du projet de vie. Les personnes, les enfants sans logement auront énormément de difficulté à se

concentrer sur la possibilité de faire émerger leur projet de vie et de le vivre dans les meilleures conditions possibles, tant ils se consacrent à survivre.

Croire au pouvoir d'agir

La capacité à mobiliser des compétences et de l'énergie pour résister à ces situations de grande précarité



est une ressource importante pour construire la solution avec les personnes. Nous travaillons avec les associations partenaires à favoriser des projets qui s'appuient sur le diagnostic et sur la capacité à construire, avec les personnes, des solutions ajustées à leur situation. Des solutions individuelles, bien sûr, mais également des solutions portées par un collectif.

Profondément, la possibilité de se représenter dans un projet où l'on réussit,

où l'on est positif, où l'on apporte une pierre à l'édifice de la société participe aussi de la possibilité de se sortir de ses difficultés.

Une question de dignité humaine

Le logement est un minima pour que la personne évolue dans un espace digne et puisse construire ses valeurs, le respect de soi-même et avec les autres. La vision que la société a des plus pauvres est encore extrêmement dégradée et culpabilisante.

Le logement indigne a un impact quotidien sur les personnes parce que le logement est aussi le miroir de ce que nous sommes. Nous sommes extrêmement inspirés par le parcours et la vision de l'Abbé Pierre : servir le plus souffrant, croire en l'accès aux droits pour les plus précaires comme étant aussi une manière de reprendre du pouvoir sur leur vie. Nos actions quotidiennes en sont irradiées.

Nous n'abordons pas la question de la foi parce qu'elle est réservée, du point de vue du projet, à l'intimité de chaque acteur. Nous souhaitons que les associations qui interviennent puissent accueillir chacun comme il est,

à la fois dans son dénuement et dans sa richesse, sa diversité. ●

Frédérique Kaba
Directrice des missions sociales
de la Fondation Abbé Pierre

Propos recueillis par
Catherine Baudier

■ **Contact :** ALAMBERTDECURSAY@
fondation-abbepierre.fr

Le logement social est la solution !

Dans la Métropole du Grand Paris, il y a 450 000 demandeurs de logement pour 45 000 logements attribuables par an. Cela fait une moyenne de 10 ans d'attente. C'est insupportable.

Cela a plusieurs conséquences :

- chasser les couches moyennes et populaires de la métropole,
- rendre impossible le relogement dans de bonnes conditions des femmes battues, des personnes qui se séparent,
- faire monter le prix des loyers dans le privé et alimenter les marchands de sommeil,
- éloigner les habitants de leurs lieux de travail d'où la pollution, la surpopulation dans les transports en commun,
- rendre la vie insupportable pour des familles nombreuses dans des petits logements.

Discrédit injustifié sur le logement social

Le seul moyen, dans notre Métropole, de lutter contre une gentrification (1) qui chasse les couches moyennes et les couches populaires c'est de construire du logement social pour répondre à la demande.

Une fois que j'ai dit cela, en général, j'entends « *oui mais pas trop, car cela fait des ghettos !* ». Cette idée reçue est le fruit d'une bataille idéologique, lancée sous Sarkozy pour discréditer

le logement social et promouvoir « *la France des propriétaires* ».

Or, 70 % de la population d'Ile de France est éligible au logement social. Qui osera dire que 70 % de la population d'Ile-de-France est une population qui compose ce que certains appellent les ghettos sociaux ? Ces 70 % sont composés de personnes aux revenus modestes : infirmiers et infirmières, employé-es de mairie ou de préfecture, ouvrier-es, jeunes étudiants, jeunes cadres,... Bref, la « *France normale* ».

S'il y a des ghettos en Ile-de-France, ce sont des ghettos de riches qui refusent la moindre construction de logement social pour privilégier l'égoïsme de l'entre-soi. Et cela devient vrai dans 30 villes sur 36 dans les Hauts de Seine.

« Oui mais pas trop, car cela fait des ghettos ! »

Une étude démographique du Diocèse de Nanterre fait la démonstration qu'après avoir chassé les couches populaires du département des Hauts-de-Seine, ce sont maintenant les couches moyennes et les retraités qui ne peuvent plus y vivre.

L'État doit agir

L'Etat doit donc prendre ses responsabilités en obligeant les maires qui ne construisent pas de logement social à en construire.

Il doit financer les constructions via « *l'aide à la pierre* » pour faire baisser le coût des loyers.

Plutôt que de mettre de l'argent dans des déductions fiscales favorisant la spéculation immobilière, il devrait

Photothèque Patrice Leclerc



transférer ces crédits sur la construction de logements sociaux.

Il faut aussi relever les plafonds d'accès au logement social, pour permettre sa diversification sociale, faire de celui-ci un vrai outil du droit au logement pour toutes et tous.

La crise du logement social est et va devenir de plus en plus dramatique. C'est un véritable enjeu de société : la marchandisation du logement qui exclut ou le logement public qui inclut ? ●

Patrice Leclerc
Maire de Gennevilliers

■ Contact :

patrice.leclerc@ville-gennevilliers.fr

(1) en français québécois *embourgeoisement* ou, dans la presse, *boboïsation* (Wikipedia)

Ludji Alain

Question :
un maire qui crée des logements sociaux est-il réélu ?

Le long chemin du droit au logement

La question du logement a été accentuée au XIX^e siècle avec l'industrialisation du pays et son urbanisation. Les familles ouvrières s'entassaient alors dans des taudis, près des usines. Ceci explique le lancement des premières Habitations à bon marché (HBM) en 1894, qui inaugure l'intervention de l'État en matière de logement social. Les premières cités sont construites. Parallèlement l'idéologie pavillonnaire se développe au sein même du mouvement ouvrier, par des sociétés coopératives. Les mouvements sociaux, syndicaux, familiaux portent fort l'enjeu du logement pour tous. S'en suivront plusieurs lois pour favoriser les lotissements, avec un engagement financier de l'État.

À la Libération, on parle pour la première fois de « crise du logement ». La guerre, le développement démographique et l'exode rural expliquent cette crise durable. Le Mouvement Populaire des Familles (MPF), ancêtre de l'ACO, organise des actions : squat de logements inoccupés pour y loger des familles ouvrières, mise à contribution des employeurs pour la construction de logements, le « 1% ». L'État investit massivement dans la construction de logements. En 1949



Bidonville à Nanterre (92)

les HBM sont remplacées par les HLM (Habitations à loyer modéré). L'appel de l'abbé Pierre en 1954, qui montre la misère du logement des classes populaires, fait bouger les choses.

Quatre millions de logements sont construits en 20 ans, dans des « grands ensembles », souvent de faible qualité thermique et phonique, mais qui offrent aux familles l'eau courante, une salle de bain, le chauffage. Les bidonvilles commencent à disparaître. En 1962, 43 % des HLM sont concentrés en région parisienne. L'accueil des 800 000 rapatriés d'Algérie va accroître les besoins.

À partir de 1977, avec la loi Barre, « l'aide à la pierre » diminue. L'Aide personnalisée au logement, APL, est créée au détriment d'une politique publique globale des logements, engendrant la flambée des loyers.

Les années 80 marquent une évolution : hausse du chômage, ghettoïsation des cités, manque de logements entraînent de plus en plus de personnes sans-domicile fixe, d'habitat insalubre.

De nouveaux collectifs se créent. Leurs actions poussent à l'adoption de la Loi DALO en 2007 : Droit au logement opposable, c'est-à-dire un mécanisme de recours, face au déni du droit au logement, pour les personnes qui attendent depuis des années un logement social. L'ordre dans la file d'attente est un peu modifié, mais sans hausse des constructions rien n'est résolu. Les sur-occupations de logement explosent, avec toutes les conséquences sur les familles. La loi de finances de 2017 met en place la baisse de l'APL et celle des loyers équivalente, soit moins de recettes aux organismes HLM, et moins de constructions, de réhabilitations, d'entretien. La lutte pour le droit à un logement digne et accessible est de plus en plus d'actualité. C'est un droit fondamental. N'y aurait-il pas à agir pour un véritable **service public du logement**, au même titre que l'éducation ou la santé ? ●

José Moury et Daniel Blanc

■ Contact : blanc.daniel@free.fr

Quelques chiffres

- 40 % des ménages sont locataires,
- 60 % propriétaires,
- 57 % en logement individuel,
- 43 % en logement collectif.
- 74 % des ménages peuvent prétendre à l'accès au logement social selon les critères de ressources.
- 2,1 millions de ménages sont inscrits dans le Système national d'enregistrement de la demande de logement social, avec souvent des délais d'attente de plusieurs années.

Sources : INSEE et Union sociale pour l'Habitat

État du mal-logement 2020 de la Fondation Abbé Pierre

- On compte 4 millions de ménages mal-logés en France, dont 600 000 sont logés chez un tiers, 100 000 en camping à l'année, 18 000 en bidonvilles.
- 250 000 personnes sont SDF, avec de plus en plus de jeunes, de femmes, d'étrangers.
- 55 % des demandes sur la ligne d'urgence 115 n'ont pas trouvé de solution en 2017.
- Pour répondre aux besoins, il faudrait 500 000 constructions de logements par an, dont 150 000 de logements sociaux, alors que ces dernières années on en construit autour de 400 000 par an, dont 108 000 sociaux (2018)

Des lois récentes importantes

- 1982 : la loi Quillot reconnaît le droit au logement comme un droit fondamental.
- 2000 : Loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain) impose un taux minimum de 20 % de logements sociaux dans les communes urbaines de plus de 1500 habitants en IDF, 3500 ailleurs. Aujourd'hui le taux est passé à 25 %. Mais nombre de villes préfèrent payer

les amendes et ne pas avoir de logements sociaux sur leur territoire.

- 2007 : loi DALO (voir article du dossier)
- 2014 : loi ALUR (Accès au logement et urbanisme rénové) prévoit l'encadrement des loyers et de nouvelles règles de construction.
- 2018 : loi ÉLAN (Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique) veut favoriser l'adaptabilité des logements, la transparence dans les attributions, oblige les offices HLM à se regrouper dans de grosses structures et veut augmenter la vente du parc social HLM.

Agir localement

Des associations comme la CLCV, la CSF, le DAL, 100 pour un, la CNL... œuvrent localement.

Par exemple, en 2014 la mairie de Bobigny lance son projet de privatisation de l'office public HLM. Un référendum en bas des tours est organisé. Face à cette mobilisation, la mairie abandonne son projet. L'action locale est possible !

À lire

HLM, mon amour, un combat pour la solidarité

Une histoire contemporaine du logement social du point de vue d'un observateur situé au cœur du système et partie-prenante de ses évolutions ; une analyse mais aussi des propositions qui

peuvent être clivantes mais ouvrent le débat.

Frédéric Paul, Ed. L'Aube, 208 p., 2020, 22 €



Pour une relecture

Le livret « Pour des rencontres ACO avec les travailleurs en Esat » propose une entrée sur le logement. Elle peut être utilisée en révision de vie d'équipe. La motion votée lors de la rencontre nationale 2018 peut également servir de base.

Disponibles sur le site de l'ACO, dans l'extranet. ●



Réfléchir ensemble avec la Priorité

- Pour nous, qu'est-ce qu'un logement digne ? Quelles conséquences du non logement ou du mal logement ? Avec qui en parlons-nous ? quelles associations existent dans nos quartiers ?
- Une vie digne passe par un logement décent. Quand la dignité de l'homme est bafouée, le projet de Dieu est en péril... Comment concevons-nous notre mission de baptisés ?
- Comment faire respecter nos droits ? Lancerons-nous les filets pour rejoindre celles et ceux qui luttent pour un logement digne ?

Un « je crois en Dieu » des droits de l'homme

Je crois, Dieu Père,
que tous les hommes sont
tes enfants bien-aimés.
Tu les as marqués de
l'empreinte de ton Fils et
en chacun palpite le souffle
de ton Esprit. Chaque
homme est, pour toi, un être
sacré, d'une souveraine et
inviolable dignité.

Je crois, Dieu créateur,
que tu as confié le monde à
la responsabilité de tous les
hommes, pour que chacun
ait droit au travail, droit de
s'associer et de s'organiser
pour prendre part à la vie
de son peuple et décider
librement de son destin.

Je crois en toi, Jésus-Christ,
le Crucifié, que le Père a
ressuscité.
Tu as donné ton sang pour
que toute personne ait droit
à la vie, à la santé, à la
sécurité, au bien-être et à
celui de sa famille, dans la
terre et le pays de son choix.

Je crois en toi, Jésus-Christ,
Prince de la paix.
Tu as détruit par ta mort
le mur qui sépare les
hommes. Tu lèves la main

pour défendre et protéger
ceux qui sont arrêtés,
emprisonnés, torturés
ou exilés et tu dis avec
autorité : « *Respectez-les,
ils sont vos frères !* »

Je crois en toi, Esprit saint,
toi qui animes de la même
vie les enfants, les jeunes
et les femmes. Viens faire
de tous et de chacun des
êtres nouveaux, souffle des
quatre vents pour qu'ils aient
droit à la même dignité,
à l'éducation et à la libre
expression.

Je crois en l'Église de Jésus-
Christ dans le monde,
qu'elle soit signe de la
grandeur de l'homme et de
la solidarité de Dieu avec
les rejetés de l'humanité
et qu'elle ait le droit,
comme les autres religions,
d'exprimer ses convictions
et de faire connaître sa foi
comme un chemin vers le
Dieu vivant.

Je crois en toi, Dieu grand
et proche, parce que tu crois
en l'homme. ●

Jacques Lancelot

Élections : tous concernés !

BAYONNE (64) Avant le 1^{er} tour des élections municipales, les membres de l'ACO du Pays basque et leurs invités ont partagé autour de : Quel avenir pour nos communes, nos territoires ? Quelles responsabilités des citoyens, des élus ? Quels enjeux, quels défis ? L'importance du vote a été rappelée : faire vivre la démocratie. L'implication citoyenne par la démocratie participative, les conseils de quartiers... dans le but d'agir pour le bien commun et contre la précarité, en particulier avec la crise sanitaire, a été mise en avant. La question d'une économie sociale, soucieuse des enjeux écologiques, était présente tout comme celle d'une politique du logement forte et d'une gestion des mobilités adaptée. Autre dimension partagée, celle d'une foi qui aide à prendre part au débat pour exiger que les municipalités mettent en œuvre des réalisations qui ne laissent personne sur le bord du chemin.

BÉZIERS (34) À l'occasion d'un partage, nous avons redit l'importance du vote et de notre implication. À Pézenas, les copines ont pris part aux commissions initiées par le candidat gauche/écologiste pour associer les habitants aux décisions. À Béziers une liste participative a vu le jour, constituée de personnes élues avec un programme qui s'est construit avec les habitants. « *J'ai vécu toute cette campagne en harmonie avec mon engagement en ACO, et ma foi. Une démarche individuelle dans un collectif, tournée vers le bien de tous et en particulier du plus petit* ». Une démarche d'éducation populaire, qui ne cherchait pas à nier les problèmes, ni à désigner de boucs émissaires, et qui donnait la parole à chacun. Un message qui refuse la peur de l'autre et la violence qui en découle, qui invite à faire du lien, construire ensemble. Une rencontre de belles personnes généreuses et passionnées d'humanité. ●

Avec les Roms pour un logement digne

DIJON (21) Depuis 2012, des membres de l'ACO rencontrent des familles roumaines – Roms – dans les squats dijonnais.

Peu à peu des liens se tissent entre les intervenants, un collectif se structure. Un petit journal, La cabane du 108, permet d'informer et de collecter des fonds. Les échanges avec les habitants s'enrichissent. En 2018, les 8 familles installées au 108 sont toutes au travail et en logement. Le squat a été détruit sans expulsion.

les personnes à l'association. Les fonds recueillis permettent de financer les travaux de mise au sec des lieux occupés.

Face à l'indignité

2015/2016, découverte d'un groupe familial sur les berges du canal. 25 personnes. Nos premiers efforts portent sur la scolarisation des 12 enfants présents ; Les adultes sont analphabètes, parlent le romani et non le roumain, les échanges humains sont compliqués. Leur habitat est plus que précaire, au-delà de l'indignité ! 8 personnes dans une caravane de 7 m², alcoolisme du papa, violences... ni eau, ni électricité.

Une cabane plus spacieuse est indispensable. Nous tentons d'associer les adultes sans succès, quatre copains terminent cette tâche ; la famille investit les 2 pièces. Le luxe : table, chaises, lits, armoires !

La jalousie s'installe entre les familles qui refusent toujours de coopérer à la construction d'autres habitats.

**ils sont
fiers
d'eux**

Accès aux droits et intégration

L'association Solidroms est créée en 2016. En complémentarité avec les services sociaux, nos objectifs sont de faciliter l'accès aux droits et leur intégration en France : scolarisation des enfants, santé, formation, emploi, logement. Nous souhaitons associer



Novembre 2018, reconstruction du squat du canal

Nos temps de présence permettent de tenir la scolarité des enfants. Hélas, la situation des parents se dégrade beaucoup. En juillet 2018, un nouveau signalement auprès de l'éducatrice aboutit au placement des enfants. Les parents abandonnent le camp.

Tous acteurs

Fin 2018, un incendie détruit un autre squat, 12 personnes sont sans toit. L'État assure quelques nuits d'hôtel et tolère qu'ils investissent la cabane inoccupée! C'était sans compter sur l'opposition des premiers occupants du terrain...

Avec les nouveaux, nous fixons les conditions de notre participation : la leur. En contrepartie du temps passé sur le chantier, nous fournissons le repas ; pour les matériaux c'est la « récup » d'abord, leur participation symbolique et nos fonds.

En 6 semaines, 5 espaces de vie permettent de les mettre à l'abri, au chaud. Les équipements sont installés ; ils sont fiers d'eux. Une belle amitié est née avec nous.

Pour l'aide alimentaire, nous prolongeons notre logique : qu'ils s'inscrivent et fréquentent les restos du cœur pour recevoir les dons de la banque alimentaire. Et ça fonctionne ! Les anciens restent dans une posture de rejet et de demandes récurrentes.

Relecture en ACO

L'association Solidroms compte aujourd'hui 5 membres de l'ACO sur 12. Hasard ?

Plusieurs révisions de vie ont porté sur notre présence, nos actions près des roumains et avec eux. Une rencontre élargie est à l'étude. ●

Thérèse Roch

■ **Contact :** rochguythe@orange.fr

Continue, recommence...

MARTIGUES (13)

Une première équipe de femmes, à partir de mes relations, s'est retrouvée pendant 4 ans. Comme Jésus dit à Simon « Courage, retournes-y, persévère, fais-moi confiance », je continue, je recommence...

Récemment, baptisée, très engagée, déléguée syndicale CGT, Marie-Paule cherchait un lieu pour faire le lien entre sa vie et sa foi. Nous avons démarré une nouvelle équipe.

Une large invitation

Marie-Paule, agent municipal en crèche, en lien avec de nombreux travailleurs avait largement invité autour d'elle : Raimunda, brésilienne, Virginie, arrivant du Tchad, Sabah ayant grandi dans un quartier populaire de Martigues, Jo, jeune retraitée du spectacle... et plus récemment, Stéphanie, Valérie, Patricia. Karine a même invité sa compagne Nathalie à rejoindre cette équipe.

Toutes ces femmes sont le reflet de notre société. Pour la plupart vivant seules car, comme Virginie, séparée avec son enfant ; Stéphanie divorcée avec 2 enfants, Valérie, veuve depuis novembre dernier, élevant seule sa fille, Patricia, mariée, 4 enfants de 2 pères différents, une jeune grand-mère comblée mais soucieuse de protéger sa progéniture de cette société qui ne lui offre pas un bel avenir.

L'équipe est précaire, et il me faut l'accompagner en acceptant les fragilités



Marceline et Marie-Paule

de chacune, mais quelles richesses partagées !

Nous ne nous retrouvons que rarement toutes ensemble, le dimanche après-midi. La fille de Valérie est malade. Celle de Raimunda a peur que sa mère attrape le virus. Virginie gagne 4 sous de plus en faisant des tresses africaines le week-end...

Nous avançons au large ensemble

Elles sont très invitantes ! Marie-Paule vient aux formations proposées sur la région. Elle a invité Patricia et Valérie à participer à la prochaine Assemblée régionale.

Cela a bousculé mon équipe. En novembre dernier, nous avons organisé un ciné-débat, et depuis Arnaud, jeune prof de français, nous a rejoint ! ●

Marceline Zéphir

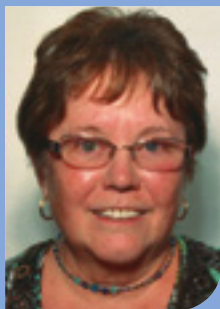
■ **Contact :** zephir.marceline@neuf.fr

Mouvement

La terre est un tout

Monique représente avec d'autres l'ACO à la commission du partenariat international (CPI) du CCFD-Terre Solidaire, et siège à la commission territoriale Amérique latine.

Je suis depuis longtemps sensible aux questions internationales. En activité, j'étais responsable de l'international à la CGT. Le mandat au CCFD-Terre Solidaire m'a renforcée dans la conviction que la



terre est un tout. Si l'on ne consomme que les beaux morceaux de poulet sans acheter le poulet entier, cela contribue à affamer l'Afrique. Si on mange des haricots verts frais en janvier, on contribue à assécher les nappes phréatiques du Maroc.

La crise du Covid a permis de voir l'importance de la relation du CCFD-Terre Solidaire avec ses partenaires. Nous recevons des informations que l'on ne voit pas à la télé. Que ce soit en Haïti, où nos partenaires ont diffusé les gestes barrières à la place des autorités défaillantes, ou encore au Brésil où porter un masque était considéré comme une opposition au gouvernement.

Nos partenaires s'intéressent à ce que nous faisons ici pour les droits des femmes, l'agro-écologie, contre les paradis fiscaux, etc. Cela permet des regards croisés et de s'enrichir mutuellement sur nos façons de lutter, ici et là-bas. Cette sensibilité à la solidarité internationale nourrit mes révisions de vie, ouvre des perspectives et motive pour faire prendre conscience que nos attitudes ici, ont des répercussions là-bas. ●

Monique Lafaysse

■ **Contact :**

monique.lafaysse@wanadoo.fr

La richesse d'un appel

Au Conseil national des 10 et 11 octobre dernier, un certain nombre de membres du Conseil national ont terminé leur mandat, alors que d'autres ont pris le relais.

Voici les paroles de deux « partants » mais aussi celle de notre aumônier général qui a, lui aussi, terminé son mandat.

Thierry Husson (Nord-Pas-de-Calais)

« Lorsqu'il y a 6 ans les copains m'ont appelé pour participer au Conseil national, j'ai mis très longtemps à répondre. C'est au retour de la Rencontre nationale d'Angers que je me suis décidé, boosté par ce que nous venions de vivre. J'avais peur de ne pas être à la hauteur, je me demandais où je mettais les pieds et je me disais : qu'est-ce que je vais bien pouvoir faire là-bas ? Comme si là-bas, à Paris ce n'était pas nous, membres de l'ACO !

Au Conseil national c'est la vie des copains qui est apportée, qui est partagée, prise en compte, avec la révision de vie du samedi matin. C'est un moment fort, exigeant dans sa préparation, mais tellement bon à partager sous le regard du Seigneur.

Un aspect plus terre à terre est aussi au cœur des débats, CN après CN : la gestion du Mouvement, son évolution, son adaptation aux réalités du moment. Au Conseil national, j'ai croisé des regards bienveillants qui m'ont fait grandir dans ma foi et qui me font aimer toujours un peu plus les copains du monde ouvrier. J'ai eu raison de faire

confiance lorsqu'on m'a appelé, alors n'ayons pas peur, osons la confiance ! »

Bernadette Liger (Bourgogne)

« Quand je pense à ce que j'ai vécu avec le CN, je pourrais résumer cela en disant : l'ACO c'est toi, c'est moi, c'est nous. Au CN nous ne sommes pas des personnes isolées chacun dans son coin, mais nous composons un ensemble. Il y a une grande camaraderie, où l'on prend soin de chacun. Cela se retrouve jusqu'aux temps de célébration, où l'on a vraiment le sentiment d'être une communauté qui prie ensemble, dans la confiance.



Thierry Husson

Bernadette Liger



Mouvement

Après 30 ans d'ordination, ce mandat m'a invité à creuser la place originale du " ministre ordonné " au sein d'un " Mouvement de laïcs ". Ce n'est pas toujours si évident et tant mieux ! Il convient de discerner, s'ajuster, entendre les besoins nouveaux... à l'heure où se redéploient responsabilités, accompagnement, ministères...

La figure du serviteur (Jean 13) nous offre une balise, à condition de " se laisser servir ", de recevoir en donnant, de prier en agissant... La " béatitude de la relecture " peut ainsi constituer une boussole pour chacun (Luc 10, 22-24). J'ai eu du bonheur à " servir " ainsi la mission avec vous. Merci.

Je veux croire à l'actualité et à la jeunesse de l'ACO, à la veille de ses 70 ans. » ●

Sylvain Knittel

■ **Contact :**

secretairegeneral@acofrance.fr

Être élu c'est une richesse, cela m'a poussé à connaître ma région, à contacter chaque département. Au CN, j'ai découvert que je suis responsable, avec d'autres, des orientations du Mouvement, on débat puis on vote. En venant au CN on se rend compte que ce ne sont pas les permanents qui décident, même s'ils proposent des projets, mais que ce sont les régions. Ce que j'ai particulièrement apprécié, ce sont les démarches de vote où chacun peut être appelé à être candidat.

La révision de vie nous fait découvrir la vie des régions. À travers le " Juger ", j'ai découvert que ce n'était pas une relecture avec une analyse du fait, mais que nous pouvions la vivre en nous appuyant vraiment sur l'Évangile. »

Bernard Tordi (aumônier général)

« Comment parler en quelques mots de ces 6 années d'aumônier national ?

J'aurais pu évoquer des visages, des rencontres, des débats, des temps forts...

J'aurais pu relire l'un ou l'autre des événements sociaux, ecclésiaux, internationaux, qui ont mis l'ACO au défi d'actualiser sa double fidélité...

J'aurais pu dresser une liste des chantiers et recherches auxquels j'ai eu à participer avec des membres du Conseil national, et du secrétariat, dossiers ouverts, ou à ouvrir... J'aurais pu évoquer l'une ou l'autre des révisions de vie au Conseil national, ou entre aumôniers, telle célébration chemin faisant... avec Celui qui fait route avec nous.

Mais comme j'aime bien la parabole du colibri, je choisis cette courte orientation : devenir prêtre, et servir la mission.



Bernard Tordi

De Repères aux hors-séries de Témoignage

Les revues de l'ACO évoluent. 2021 verra l'arrivée des numéros hors-série de *Témoignage*. Voici ce qu'il en est.

Nous y sommes presque... Alors que 2020 se clôturera avec les deux derniers numéros de *Repères*, 2021 connaîtra une évolution majeure pour les revues de notre mouvement. Nous verrons en effet la naissance d'un petit dernier, avec l'arrivée du « hors série » de *Témoignage* (deux numéros par an). Nous dirons en quelque sorte au revoir à *Repères*, sans perdre de vue les besoins auxquels il cherchait à répondre, et nous accueillerons un nouveau type de revue. Celle-ci s'adressera à un public plus large que celui des seuls responsables, avec un contenu donnant à chacun des lecteurs de *Témoignage* la possibilité d'appréhender plus en profondeur l'actualité et les enjeux de notre temps. Cette évolution dans nos publications est le fruit d'une enquête réalisée en 2018 et du travail des instances du mouvement (c'est le Conseil national du mouvement qui en a décidé ainsi). Des besoins, des attentes se sont dégagés en termes de formation, d'approfondissement et de conduite.

Enjeux de notre temps

Chaque numéro hors série s'arrêtera plus particulièrement sur une actualité, un enjeu pour la société, l'Église, la planète... L'objectif est de s'intéresser aux différents aspects de la vie, de les décloisonner et permettre leur rencontre.

Il s'agira d'aller y regarder d'un peu plus près, en sollicitant des témoignages, des faits de vie, des points de vue, des analyses issues de domaines divers (sociologie, philosophie, théologie, Église, interreligieux, éthique, pour ne prendre que ces exemples).

Ouverture à des possibles

Et enfin, il s'agira de favoriser une ouverture à des possibles, avec des expériences concrètes de terrain, des propositions de réflexion ou d'action, des fiches pratiques. Un parcours biblique permettra l'approfondissement des Écritures.

Comme cela a été indiqué plus haut, le hors-série poursuivra le chemin ouvert par *Repères* mais n'en sera pas la simple continuation. Le monde d'aujourd'hui apparaît de plus en plus complexe et

Tout le monde a droit à la formation, à l'approfondissement !

oblige à prendre le temps de le comprendre, de réfléchir, d'élargir son horizon, de se former aussi. Modestement, l'ACO peut contribuer à cela. La formation et l'approfondissement ne sont pas réservés aux responsables du mouvement. Les hors-séries permettront à tous les membres d'y accéder. Ils seront également un outil pour la préparation de formations locales, de journées d'étude, de récos... Le premier numéro sera édité au premier semestre 2021. ●

■ **Contact :** redaction@acofrance.fr

Pour recevoir le hors-série, je devrai être abonné à *Témoignage*

Dès janvier 2021, il sera possible de demander à recevoir les hors-séries de *Témoignage* pour 16 € soit deux numéros.

Par chèque : le hors-série pourra être réglé avec l'abonnement à *Témoignage* (soit 49 € au total) ou séparément.

Par prélèvement : il faudra remplir un nouveau mandat de prélèvement pour régler le hors-série.

Dans *Intrassoc*, *Témoignage* et le hors-série apparaîtront comme deux revues différentes. Une règle imposera d'être abonné à *Témoignage* pour pouvoir commander le hors-série. Ils pourront être réglés ensemble ou séparément. Les Comités de secteur et les Comités diocésains pourront ainsi abonner les responsables au hors-série, en vérifiant auparavant que le membre soit abonné à *Témoignage*.

Parler de la création après *Laudato si'*

André Talbot, prêtre du diocèse de Poitiers, co-auteur de cet ouvrage (1), le présente aux lecteurs de *Témoignage*.

Depuis le début des années 2000, Justice et Paix France a promu un travail sur l'écologie et a publié plusieurs ouvrages dans lesquels la question environnementale se trouve reliée à la justice sociale. Une réflexion chrétienne sur ces questions conduit à interroger nos manières de recevoir le message biblique.

Une élaboration collective

Après la parution de l'encyclique *Laudato si'* (2015), un travail collectif a produit *Nouveaux modes de vie ? L'appel de Laudato si'* (2017). En même temps, un groupe de travail œcuménique a été mis en place pour une réflexion théologique et pastorale à propos de « *Création* ». Le fruit de ce travail vient d'être publié.

Chacun des cinq auteurs présentait au groupe un projet de texte. Suite aux remarques et aux échanges, l'auteur reprenait son travail et le signait de son nom. Le mode d'élaboration dit la volonté de cultiver une réflexion collective tout en respectant la particularité, notamment confessionnelle, de chacun des auteurs.

Des regards diversifiés

Elena Lasida, qui a piloté l'opération, est professeure d'économie à l'Institut

catholique de Paris et chargée de mission Écologie et société à la Conférence des évêques. Antoine Arjakovsky, orthodoxe, est historien et codirige le département recherche Politique et Religions au Collège des Bernardins. François Euvé, jésuite, théologien et agrégé de physique, est rédacteur en chef de la revue *Études*. Alfred Marx, exégète, est professeur honoraire de la Faculté de théologie protestante de Strasbourg. Moi-même, je suis enseignant en éthique sociale, membre de Justice et Paix France. Chaque chapitre, travaillé en commun, porte la marque de son auteur.

A. Arjakovsky met l'accent sur la sagesse et sur la liturgie.

F. Euvé s'intéresse aux récits bibliques de création, à propos des questions du mal et de l'homme « *image de Dieu* » ; il évoque aussi la théorie de l'évolution et l'espérance chrétienne.

E. Lasida traite de la place de la femme et de la notion d'alliance dans la Bible.

A. Marx est co-auteur de trois chapitres, avec F. Euvé et E. Lasida, et traite de la manière dont la Bible raconte la Création.

Mon propre travail porte sur nos représentations de la Création, en considérant leur impact sur la vie sociale, qu'il s'agisse de la « *toute puissance* », du sabbat, de notre rapport à l'ensemble du vivant.

Un tel ouvrage n'affiche pas une thèse unique : on y trouve des approches

différenciées, en écho à *Laudato si'*. C'est une invitation à poursuivre la réflexion, à s'interroger sur les pratiques tant personnelles que sociales. Les auteurs ont une lecture croyante de la Bible, mais ils mettent en évidence l'impact de leur réflexion sur nos images de l'humain et du social. Ainsi, ce travail collectif peut servir le dialogue avec des personnes qui ne s'inscrivent pas dans une démarche « religieuse ». ●

André Talbot

■ Contact :

andre.talbot-escale@wanadoo.fr

(1) *Parler de la création après Laudato si'*, sous la direction d'Elena Lasida, préface de Mgr Feillet, Bayard, 2020, 192 p.



**Une
approche
différenciée**

La RSE sous la pression des lobbies



En réponse à la crise du Covid-19, la plateforme de la RSE (Responsabilité sociale des entreprises) appelle les entreprises à ne pas oublier les enjeux sociaux et environnementaux.

La crise du Covid-19 va-t-elle permettre de mieux faire connaître l'enjeu de la Responsabilité sociale des entreprises (RSE) ? La question mérite d'être posée. Certains redoutent que les effets de cette crise n'amènent à mettre la pédale douce sur les enjeux sociaux et environnementaux, au nom d'une relance économique qui aurait surtout un carburant capitaliste.

La RSE interpelle les entreprises sur les impacts de leur activité sur l'environnement et les populations concernées. L'enjeu semble suffisamment important pour que la plateforme RSE, instance de concertation placée sous la responsabilité du Premier ministre, interpelle les entreprises et invite à passer « de la parole aux actes ».

Selon elle, la « dynamique de RSE [doit-être] pleinement intégrée aux stratégies des entreprises, tant des grandes que des TPE et des PME ». « L'atteinte par les entreprises de leurs objectifs sociaux, sociétaux et environnementaux est au moins aussi essentielle à leur survie que leurs performances financières. »

Ce texte n'a toutefois pas fait l'unanimité au sein de la plateforme. La CGT ne s'y est pas associée, ne l'estimant

pas suffisamment à la hauteur de la crise.

Ruptures nécessaires

La période à venir risque effectivement de voir le débat se tendre autour de cet enjeu. Le MEDEF et le patronat des industries pétrolières font ainsi pression au niveau européen pour suspendre les directives en matière d'environnement.

Par ailleurs, malgré la crise, le versement de dividendes aux actionnaires n'a pas cessé, alors que la question du financement de la protection sociale, des systèmes de soins, mais aussi de la rémunération des revenus les plus faibles est fortement posée. La crise du Covid-19 appelle aussi en creux à des mesures de ruptures

Malgré la crise, le versement des dividendes continue

avec la recherche de profit, ruptures qui ne se laisseront pas imposer, vu les enjeux financiers qu'ils supposent, par de simples appels au bon sens. Ceci étant, la RSE constitue certainement un point d'appui pour faire

avancer les choses. Pour éviter qu'elle ne soit utilisée pour « redorer le blason » des multinationales ou dans un but de communication, il convient surtout de faire en sorte qu'elle ne se résume pas à un engagement unilatéral. « Certaines sociétés, friandes de ces instruments, les utilisent

avant pour protéger leurs intérêts financiers et leurs réputations que pour protéger les droits fondamentaux » explique ainsi l'ONG Sherpa.

L'enjeu est de permettre aux salariés des entreprises concernées d'y contribuer, mais aussi aux populations des lieux d'implantation et de développement des activités des groupes de pouvoir intervenir. A travers la RSE, un pouvoir citoyen peut-il trouver à s'exprimer ? ●

Bruno Cadez

■ **Contact :**
international@acofrance.fr



Plus que jamais, agir pour un travail digne

Retour sur l'initiative commune ACO, JOC, Mission de la mer, Mission ouvrière.



La crise du Covid-19 a bien évidemment bousculé les calendriers et les rendez-vous habituels des mouvements et organisations. Le 7 octobre, la Journée mondiale pour un travail décent, désormais inscrite dans l'agenda de l'ACO, n'a pas échappé à la règle.

Depuis quelques années, l'ACO, la JOC, la Mission de la mer, puis la Mission ouvrière avaient pris l'habitude de se retrouver et de proposer un outil commun pour sensibiliser et favoriser l'expression. Malgré la crise, décision a tout de même été prise de renouveler l'initiative. D'autant plus en raison de la crise pourrait-on ajouter.

Celle-ci trouve en effet des prolongements violents vis-à-vis du monde du travail : remises en cause de droits et de législations sociales dans plusieurs pays, renforcement de l'exploitation pour produire plus, et plus rapidement, mises au chômage massif, souvent sans véritables indemnités...

« Plus que jamais, il faut agir pour un travail décent » affirme les mouvements dans une déclaration commune. Celle-ci souligne également quelques grandes exigences pour garantir un travail

décent : un revenu décent, une véritable protection sociale, des conditions de travail dignes, avec notamment l'affirmation du droit à la déconnexion.

Une vidéo à partager

Cette année, l'initiative a été marquée d'une nouveauté. Aux côtés d'un kit aidant à l'organisation de rencontres, une vidéo a également été réalisée. Une ou un représentant de chaque mouvement y intervient et présente les enjeux du 7 octobre, au regard de la spécificité de son organisation.

Pour l'ACO, c'est Anne-Marie, employée de commerce à Toulouse. Elle y évoque les conditions de travail dans le magasin où elle travaille, dans cette période d'épidémie, ainsi que son engagement, en lien avec sa foi.

L'ensemble de ces documents, y compris la vidéo peuvent être lus, visionnés et téléchargés sur le site l'ACO : www.acofrance.fr En effet, l'enjeu du travail décent demeure bien au-delà de la seule date du 7 octobre, et peut faire l'objet de rencontres, débats, initiatives. ●

Bruno Cadez

Une remise en cause des droits à la faveur de la crise

Une femme à la présidence du MTCE

Le Mouvement des travailleurs chrétiens européens (MTCE) a tenu son assemblée générale en visioconférence. Initialement prévue pour avoir lieu à Brno, en République Tchèque, elle n'a pu être tenue en présentiel, en raison de la situation sanitaire. Parmi les questions à l'ordre du jour, il y avait principalement le renouvellement de la présidence du mouvement. Le président, le tchèque Petr Koutny, ayant en effet souhaité être remplacé pour pouvoir se consacrer à sa famille.

C'est Olinda Marqués, membre de la LOC-MTC, le mouvement portugais, qui a été élue à cette fonction. Cette pharmacienne a été particulièrement mobilisée ces derniers mois pour faire face au Covid-19, qui touche fortement aussi le Portugal. Déjà membre du groupe de coordination, elle a déjà exercé des responsabilités à la JOC et dans son mouvement, la LOC.

Un nouveau numéro d'INFOR

Le bulletin trimestriel du Mouvement mondial des travailleurs chrétiens (MMTC) est paru.

Ce dernier numéro est entièrement consacré à la question des migrants, et plus particulièrement à l'engagement des militants des mouvements du MMTC face à cet enjeu. Plusieurs témoignages évoquent la vulnérabilité de ces travailleurs, mais aussi les actions qui sont menées pour leur permettre de défendre leur dignité. Un des articles, rédigé, par Sylvain Knittel, secrétaire général de l'ACO France, est centré sur l'enjeu de la foi.

Ce numéro est disponible et peut être téléchargé sur le site de l'ACO : www.acofrance.fr ●

Bioéthique

L'évènement politique majeur de l'été fut le vote de la loi dite de bioéthique. Une loi pour donner de nouveaux acquis sociétaux au mépris à mon avis des plus faibles... Au nom d'un « *généreux individualisme* » l'enfant devient une matière palpable et jetable. Je pense déjà à l'étape suivante, la création de l'enfant codifié et sur mesure. Le courant de pensée actuellement triomphant laisse croire que ceux et celles qui s'offusqueraient d'une telle loi seraient des marginaux, des conservateurs voire des fascistes en herbe. Alors moi qui ai visité le camp d'Auschwitz,

je pense tout le contraire. J'ai été sidéré par les manipulations faites par les nazis sur des êtres vivants au nom de la science. Les médecins nazis à travers les expérimentations humaines ont voulu en effet promouvoir un racisme biologique à travers la pureté de la race... La supériorité de cette race pure a conduit à la création de l'enfant parfait et l'extermination des handicapés, des anormaux, des juifs, etc. Je crains que ce scénario ne se reproduise subrepticement. En tout cas le train est en marche... Il est dommage que ni la Mission ouvrière, ni l'ACO n'aient

proposé un débat controversé sur ce texte... Le silence, présentement, n'est pas le meilleur conseiller.

Daniel Vannier (35)

Réponse de la rédaction

Merci Daniel pour ton témoignage. L'ACO peut organiser des débats localement, des partages, inviter... c'est la mission. Le *Parlons-en* n°30 et le dossier du *Témoignage* n°587 de novembre 2018 pourront vous aider. Ils sont disponibles en vous adressant au siège.

Concert inventons demain

Cher(e)s ami(e)s, cher(e)s camarades de l'ACO, J'espère que ces quelques mots vous trouveront dans la meilleure forme possible.

Les 19 et 20 mai 2018, j'ai eu l'énorme chance d'animer en chansons la rencontre nationale de votre mouvement que j'apprécie tant. Ce fut un moment riche en rencontres et en découvertes.

Dans le cadre de ce rassemblement, j'ai également eu l'opportunité de donner un concert avec mes amis musiciens reprenant les chansons de l'album sorti spécialement pour l'occasion.

Comme vous le savez, les temps sont durs pour les précaires et les intermittents dont nous faisons partie. Aussi, avec mes camarades musiciens, nous avons pensé proposer un spectacle musical autour de cet album. Le principe : venir jouer en région, en département, en secteur, ce spectacle qui avait été donné à Saint-Etienne.

Aussi, si vous pensez pouvoir monter une équipe pour organiser ce genre d'évènement alors n'hésitez pas : contactez-nous. Si vous pensez pouvoir réunir un public de 150-200 personnes (pas au-dessus de 5000 lol !) dans une salle municipale, un théâtre, une église, etc... Alors, allons-y ! Nous disposons de l'ensemble du matériel scénique, pour que ce spectacle puisse avoir lieu. Ce sera l'occasion de se voir ou de se revoir et de se redire en chansons qu'un autre



monde est possible et qu'ensemble nous devons continuer à créer. Inventons demain !

Merci pour votre partage et votre solidarité ! ●

Steve Gernez

Tous les courriers des lecteurs sont lus avec attention, mais la place dans le journal impose des choix quant à leur publication (en cas de refus d'être publié, merci de le préciser). Écrire à *Témoignage ACO*, 7 rue Paul Lelong 75002 Paris, ou à redaction@acofrance.fr

70 ans de l'ACO

1980-2000, l'engagement en question

« J'ai été à la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) de 1969 à 1975. J'ai donc démarré dans une équipe ACO en 1976, année où je me suis mariée et où j'ai pris des responsabilités à l'AMI (Association de défense des malades, invalides et handicapés).

L'ACO a été pour moi un lieu repère, où réfléchir avec d'autres à nos responsabilités humaines et chrétiennes. J'en garde aussi le souvenir de tensions parfois difficiles liées aux différences d'engagement. L'ACO s'ouvrait lentement à des personnes en recherche dans leur vie mais pas forcément engagées et les attentes des uns et des autres pouvaient être bien différentes.

Une belle école

Pour moi l'ACO a toujours été liée à mes responsabilités humaines (famille, engagements...). Elle a été un outil pour tenir quand j'étais trop bousculée par la vie, la chance d'un lieu où pouvoir regarder cette vie, y réfléchir en croisant d'autres regards et à la lumière de l'Évangile. Une belle école aussi pour tenter d'apprendre à écouter, à faciliter l'expression de chacun.

De cette période je ne garde pas vraiment d'événements marquants en ACO, mais peut être le début d'une réflexion plus grande sur l'ouverture, la nécessité des partages qui commençaient à se chercher timidement. Accepter d'accueillir chacun là où il en est de son chemin et ouvrir ensemble une réflexion partagée.

Mes souhaits

J'aimerais que l'ACO garde une grande ouverture à tous ceux qui cherchent leur chemin de vie dans une vie ouvrière aujourd'hui bien bousculée, éclatée. Ce que je voudrais surtout transmettre, c'est le besoin de chercher ensemble nos repères, nos joies, avec ceux qui sont autour de nous, dans toutes nos diversités. Ce chemin parfois ardu est pourtant un chemin de joie partagée. Un chemin sur lequel j'ai appris à Voir (s'arrêter prendre le temps) Juger (réfléchir, s'interroger, choisir) et Agir (se mettre au boulot avec d'autres, poser des actes qui tentent de construire plus d'humanité, de fraternité et tenir dans la durée). La formule est un peu ringarde ? Pourtant c'est le fil conducteur de mon chemin de vie. ●

Denise Bergeron (Lyon Croix-Rousse)

